COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 16 JUIN 1984 — N° 258 — PRIX : ANTILLES 2,50 F : FRANCE 3 F

Editorial

MARTINIQUE

UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE EST NECESSAIRE.

Successivement au cours de la semaine passée, les travailleurs de Ciments Antillais et les éboueurs des Etablissements Figuières se sont mis en grève, tandis que plusieurs centaines de travailleurs d'autres secteurs observaient une grève de 24 heures pour soutenir les 5 licenciés de Morne Etoile.

Les ouvriers des Ciments Antillais ont obtenu satisfaction, de même que les éboueurs, tandis que sur l'habitation de Morne Etoile le béké de Reynal accepte de réembaucher les 5 licenciés, mais en les dispersant sur d'autres habitations, ce que refusent les 5.

Tous ces conflits montrent que les travailleurs ne veulent pas se laisser faire. Chacun des conflits en cours a été long, surtout à cause de l'intransigeance patronale :

- 10 jours aux Ciments Antillais pour que la direction accorde aux travailleurs les deux jours de congé payé auxquels ils ont droit.

- Deux mois de grève pour que de Reynal recule à Morne Etoile, sans que cela soit jugé comme étant suffisant par les travailleurs.

Aux Etablissements Figuière il a fallu 4 jours de grève, pour que les patrons cèdent à la principale revendication ouvrière, l'augmentation des salaires et la prime de transport qu'ils réclamaient.

Et ces mouvements interviennent après les mouvements de grève à l'EDF, chez les dockers, dans le bâtiment, ou encore après la grève générale du 17 février 1984. Non, ce ne sont pas les luttes qui ont manqué depuis plusieurs mois en Martinique.

Ce qui a manqué par contre, c'est l'unité. Ce qui a caractérisé tous ces mouvements, c'est qu'ils ont été localisés, dispersés. Et c'est cette dispersion qui rend plus facile la tâche des patrons.

Les directions syndicales, quant à elles, sont plus prêtes à se disputer entre elles pour des intérêts de boutique qu'à nous appeler à préparer la nécessaire riposte contre les attaques qui se font de plus en plus nombreuses contre les travailleurs.

Un exemple de ces attaques vient d'être encore fourni au niveau des hospitaux par ce qui se passe à Trinité. Prenant pretexte du déficit, la direction de l'hôpital a fermé une partie des services et se prépare à faire les travailleurs supporter encore plus durement les conséquences de l'austérité.

Il y a une crise économique, tout le monde le sait. L'état clame partout qu'il n'a pas d'argent. Les capitalistes eux aussi disent pareil. Et, Etat et patrons, puisque ça va mal s'arrangent pour que ce soient nous les travailleurs qui en supportions les conséquences.

C'est ce qui explique le freinage des salaires qui entraîne depuis deux ans une perte de notre pouvoir d'achat, c'est ce qui explique aussi que les patrons sont à la recherche de la moindre astuce leur permettant de payer le moins possible, et que l'Etat donnant ainsi l'exemple

Suite page 4

HUMBERT MARBOEUF ET LEILA CASSUBIE TRANSFERES DE FRESNES A POINTE A PITRE



LEILA CASSUBIE



HUMBERT MARBOEUF

Dès vendredi 8 au soir la nouvelle s'était déjà répandue : les emprisonnés détenus en France devaient arriver à 4 h du matin dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 juin. Et ce fut vrai pour deux d'entre eux : Humbert Marbœuf et Leila Cassubie.

Plusieurs dizaines de sympathisants et d'anticolonialistes étaient venus les accueillir et les encourager. Ils furent dispersés à coups de grenades lacrymogènes par les CRS, surtout lorsqu'ils voulurent approcher Leila. Ce qui n'empêcha pas certains de l'étreindre chaleureusement avant d'être passés à tabac par les CRS. Quant à Humbert Marbœuf il était emmené à la caserne des CRS du Morne Vergain avant d'être acheminé à la gendarmerie de Pointe-à-Pitre pour être ensuite conduit au tribunal de Pointe-à-Pitre. Là il fut entendu par le juge d'instruction Sampièri qui remplace le juge Soubelet, absent depuis quelque temps.

Le juge signifia à Humbert une nouvelle fois son chef d'inculpation : «atteinte à la sûreté de l'état».

Cependant, là encore, plus d'une cinquantaine de manifestants attendaient Marboeuf qui fut ovationné et soutenu par eux à sa sortie du tribunal. La encore, les gendarmes utilisèrent les gaz, mais cette fois ci en «spray». Une femme fut fortement atteinte au point de suffoquer pendant plusieurs minutes. Presque tous les manifestants furent atteints aux yeux, à la gorge et furent contraints de se laver à grande eau pour éviter les brulures.

Quelques minutes après, devant la prison, un groupe plus important de manifestants attendait Marboeuf pour lui apporter son soutien. Ce dernier put leur parler pendant de brèves minutes et leur donner l'information enfin exacte que Safrano n'avait pas voyagé. Question que tout un chacun se posait.

Depuis, Marbœuf est isolé seul dans une cellule contrairement aux autres emprisonnés qui sont regroupés à Pointe-à-Pitre. Il ne bénéficie donc pas du statut de prisonnier politique ni du statut élargi auquel ont droit certains autres emprisonnés du MPGI. Griselin à Basse-Terre subit le même sort que lui. Pourquoi ?

personne ne peut pour l'instant répondre une telle question, pas même les avocats. Ces derniers ont envoyé aussitôt un communiqué de protestation au procureur général et au garde des sceaux.

Quant à Leila Cassubie, on sait qu'elle a été placée dans la même cellule que Rose Faisan-Rénac. Mais elle fut dès son entrée à la prison de Pointe-à-Pitre mise au cachot pendant une heure. Là encore on ne sait pourquoi

ELECTIONS EUROPEENNES
ABSTENTION ! LES TRAVAILLEURS ANTILLAIS N'ONT AUCUN INTERET A SE RENDRE AUX URNES

Le 17 juin se dérouleront les élections à l'assemblée européenne, ceci sur le territoire français. Auparavant on votera pour cette même assemblée européenne dans plusieurs pays, élections qui continueront par la suite dans d'autres états de la communauté européenne. Car l'assemblée pour laquelle on nous appelle à voter le 17 juin regroupe des représentants de 10 pays, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas, l'Italie, la Grèce et l'Irlande.

Le taux de participation prévu par les sondages pour ces différents pays est particulièrement bas. A peine 50 % au Danemark et en Allemagne, et moins encore en Irlande où la population est particulièrement mécontente de la politique agricole commune. Et la participation lors des dernières élections de 1979 était très faible. C'est ainsi que 31 % seulement d'électeurs avaient voté en Grande-Bretagne.

C'est dire que les populations plus directement concernées par ces élections s'en désintéressent complètement. Et cela se comprend. Car l'Europe que les hommes politiques de ces différents pays prétendent vouloir construire depuis maintenant plus de vingt ans, l'Europe dont on nous rebat les oreilles, ici à 7000 kilomètres, cette Europe là, c'est l'Europe des trusts, des grosses sociétés capitalistes pour qui une seule chose compte : le profit. C'est un assemblage de certains pays Européens, fabriqué sur mesure par et pour des marchands et leurs représentants politiques, qui discutent depuis des années de savoir si l'Espagne qui a une frontière commune avec la France et le Portugal doivent faire partie de cette Europe unie. Alors que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion en font partie. Et il est ridicule de parler de marché commun alors que pour passer d'un pays à l'autre de cette prétendue communauté économique européenne, il faut non seulement présenter ses papiers d'identité, mais aussi déclarer tout ce qu'on a acheté dans le pays d'où l'on vient et des fois subir une fouille en règle des bagages de la part des douanes pour savoir si on ne fait pas passer clandestinement qui une montre, qui un téléviseur ou un magnétoscope. Aujourd'hui encore, à l'heure où nous écrivons, une grève du zèle des douaniers italiens bloque des camionneurs aux frontières de l'Italie.

Cette Europe là, c'est celle du chômage, pour garantir les profits des trusts. De deux millions pendant les années 60, le nombre des chômeurs est passé à six millions en 1978, puis à dix millions en 1981 et à douze millions et demi en 1983, et le mouvement ne s'arrêtera pas là.

Et puis, les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique, se souviennent-ils qu'ils avaient des élus dans cette assemblée, en la personne de Jalton pour la Guadeloupe, qui d'ailleurs a abandonné son poste de député européen pour celui de député à l'assemblée nationale française, et de Victor Sablé pour la Martinique. On n'a jamais entendu parler d'eux: Car c'est une assemblée qui ne sert vraiment à rien

Alors le 17 juin prochain, les travailleurs et toute la population des Antilles peuvent rester chez eux ou aller à la plage ou à la pêche.

LETTRE DE MAX SAFRANO AU GARDE DES SCEAUX

A l'heure où nous écrivons, Max Safrano est toujours en prison en France, alors même que son arrivée était annoncée en Guadeloupe et que le bruit courait même que ses bagages étaient déjà arrivés.

Lettre de Max Safrano, 732,994 HC 120
Hopital des prisons
94261 Fresnes Cedex
A Monsieur le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
13 place Vendôme,
75042 PARIS CEDEX
Fresnes le 24 Mai 1984

Monsieur le Garde des sceaux,

Depuis le 22 mars 1984, je me trouve à l'Hopital Central des prisons de Fresnes pour la simple raison que j'avais entamé une grève de la faim le 1er mars 1984 à la Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre pour clamer mon innocence dénoncer les irrégularités de procédure et exiger ma libération (cf mes lettres adressées à votre ministère les 14 février, 1er mars et 15 mars 1984).

Cette déportation semble être un moyen pour éviter de m'interroger sur les faits qui me sont reprochés et ainsi freiner le déroulement de l'instruction, mais surtout cacher qu'il m'est intenté un procès d'opinion, tout en me refusant le bénéfice du régime spécial accordé aux personnes poursuivies pour crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Si mon hospitalisation en France après 21 jours de jeûne, et concernant Leila Cassubie et Humbert Marboeuf après seulement 10 jours de grève de la faim, répondait uniquement à une question humanitaire et n'est pas une déportation pure et simple comme au temps de la Cour de sûreté de l'Etat, vous ne manquerez pas de tout mettre en oeuvre pour ordonner notre retour en Guadeloupe dans les meilleurs délais.

A toutes fins utiles, je vous signale que depuis un mois et demi je suis considéré «exeat» à l'Hopital Central et vous adresse copie de la lettre du 5 avril 1984 de Monsieur le Procureur général près de la Cour d'appel de Basse-Terre à Monsieur le Président de la ligue des droits de l'Homme, section Guadeloupe, annonçant notre retour en Guadeloupe.

Dans l'attente d'un transfert imminent, veuillez recevoir, Monsieur le Garde des Sceaux, mes salutations distinguées et anti-colonialistes.

A PROPOS DE L'ENTERREMENT DE VELO

Plusieurs jours après, l'enterrement de Vélo continue de susciter bien des commentaires. Beaucoup, en particulier les jeunes, les musiciens et un grand nombre de travailleurs ont apprécié l'élan populaire sans précédent, la ferveur qui accompagna la cérémonie. En effet, il faut bien dire que l'enterrement de Vélo a constitué l'évènement marquant de ces derniers jours par son ampleur et son originalité. Une messe au gro ka dans la grande église et l'assistance battant des mains, cela avait de quoi horrifier les bien pensants, les conformistes, les amis de Mr Boulogne, la droite respectable, et les dévots hypocrites...Du Gro Ka dans l'église voyez-vous ça. On pourrait presque plagier Damas dont cette même petite bourgeoisie se plait à réciter aujourd'hui les poèmes dans les salons : «souffrez que l'on ne danse ici .Gro, ni Ka...Laissez donc ça aux nègres» !....

Et, il est vrai que tout le petit peuple de Pointe-à-Pitre, les amis marginaux de Vélo et puis aussi un grand nombre de travailleurs, de femmes du peuple, de militants politiques, se sont retrouvés là.

Il n'en fallut pas plus pour que, d'un côté, on parle de «récupération politique» d'autant plus que la messe fut dite en créole par un prêtre connu pour ses idées indépendantistes, ou que de l'autre côté on fasse de l'évènement un pas de plus vers l'indépendance..

Non, si il y eut par petites touches un peu tout cela, l'essentiel reste l'hommage rendu à Vélo par des musiciens et des chanteurs de Ka d'une part. D'autre part, un hommage rendu par des milliers de gens humbles à un humble.

Les travailleurs et le petit peuple de Pointe-à-Pitre, avec leur gouaille mais aussi avec leur émotion, leur manière à eux de venir rendre hommage à l'un des leurs ont choqué certains esprits chagrins....

Quant à RFO, elle n'a certes pas arrangé les choses en présentant un film mauvais, revenant sans cesse sur les mêmes images et insistant lourdement sur le «macomère» et deux danseurs aux gestes déplacés qui se sont faits remarquer dans l'église. Ces images ont choqué beaucoup de gens, alors que bien d'autres aspects ont échappé à la caméra par exemple : les cuisinières en costume traditionnel de deuil des groupes en tenue accompagnant le cercueil de nombreux chanteurs de gro-ka venus spécialement de la campagne auraient pu être interviewés, les «mayoleurs» de Port-Louis, de nombreux artistes et musiciens ou tout simplement les amis de Vélo. Tout cela aurait pu constituer la base d'un document télévisé autrement plus intéressant.

PCJ

NOUVELLE AUGMENTATION DE L'ESSENCE ET DU GAZ

Depuis lundi 11 juin les produits pétroliers ont augmenté.

Le super qui était à 4,88 F le litre passe à 4,93 F.

L'ordinaire passe de 4,60 F à 4,66 F et le gas oil de 3,44 F à 3,49 F.

La bouteille de gaz subit du même coup une augmentation et passe à 66,55 F.

Cette fois, il n'y a pas eu de grand tapage organisé par les moyens d'information à propos de ces hausses. Elles ont été annoncées discrètement et plus d'une semaine à l'avance Une façon de les faire passer sans «douleur».

Mais encore une fois, ces hausses vont entraîner une nouvelle aggravation des conditions de vie de la population laborieuse. Car les carburants qui augmentent, cela signifie aussi dans quelque temps la hausse des transports et donc des prix de toutes les autres marchandises ou presque.

RECTIFICATIF

A propos de l'article : «Quand l'Ayatollah fait du tir à l'arc. . . ou quand la presse fait flèche de tout bois » paru dans le numéro 257 de Combat Ouvrier.

M. Caneval, journaliste à RCI nous fait savoir qu'il n'a pas fait le journal parlé du lundi 4 juin au matin et que ce n'est donc pas lui qui a cité l'article de VSD mis en cause.

LE PCG ET LES EVENEMENTS DE MAI 67

A propos d'évènements aussi importants que ceux de mai 1967 en Guadeloupe, la rédaction de l'Etincelle semble avoir voulu s'amuser un peu. Ou peut être se moque-t-elle des lecteurs du journal. L'article du numéro du 9 juin 84 de l'Etincelle est très empétré. On y trouve un curieux mélange de réalités et de fiction. Mais, bien emballé le message de l'Etincelle est le suivant : c'est la CIA qui a fomenté les évènements de Mai 67 en Guadeloupe. Et pourquoi cela ? «Pour se venger de De Gaulle» cela l'auteur de l'article de l'Etincelle l'aurait trouvé...«dans un livre», oui, dans un livre ! Et puis il y avait une deuxième raison, mais celle-ci c'est l'Etincelle seule qui en prend la responsabilité : la deuxième raison de la CIA était de «briser le mouvement communiste en Guadeloupe». On pourrait se demander comment, avec de tels objectifs, la CIA n'a pas réussi à faire arrêter quelques militants du PCG ? Mais l'Etincelle a la réponse. La rédaction a prévu l'objection ! Ainsi donc, après les massacres de mai 67, «la CIA, l'impérialisme et le colonialisme français»...(Nous citons toujours l'Etincelle du 9 juin) auraient donc «essayé de discréditer les communistes et de les isoler dans la lutte anti-colonialiste en les innocentant publiquement tout en accablant le GONG...»

L'auteur de cet article de l'Etincelle, dans un accès de vérité qui l'honore a tout de même laissé passer une petite phrase extraite du fameux livre sur le complot de la CIA. Disons en passant qu'ils s'agit dans ce livre de textes rocambolesques sur les complots cubains orchestrés par la CIA comme on en fait au cinéma. Et cette phrase disait : « en Guadeloupe, surtout à Pointe-à-Pitre où la situation économique était difficile, la présence de policiers métropolitains fut ressentie comme une provocation». Ainsi donc il y aurait eu d'autres raisons que la CIA et ses complots au soulèvement de Mai 67 en Guadeloupe ! Le PCG ne saurait nier le chômage, la misère, les hausses de prix, les bas salaires, les centaines de jeunes à l'abandon sur les trottoirs, ceux même qui aujourd'hui ont pris le chemin de la france, il ne saurait nier les pauvres de Pointe-à-Pitre et de toute la Guadeloupe chez qui l'arrogance de policiers blancs ne peut que provoquer la colère.

Bien sûr, à chaque fois que les exploités se sont soulevés ici ou ailleurs, il s'est trouvé des falsificateurs de l'histoire pour découvrir un complot international. Mai 1967 a fait connaître en Guadeloupe d'autres courants, plus radicaux que le PCG. Alors l'Etincelle devait dénigrer ce soulevement populaire. Mais la rédaction de l'Etincelle osera-t-elle, devant les militants du PCG qui les ont vécues dénigrer les grèves du Moule, de Capesterre en 1953 et les attribuer à l'action de la CIA ?

MORT D'ENRICO BERLINGUER LE SECRETAIRE GENERAL DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Enrico Berlinguer, le Secrétaire Général du Parti Communiste italien vient de mourir à l'âge de 62 ans. Originaire de l'Ile de Sardaigne, et de famille aristocratique, Berlinguer est devenu membre permanent du PCI après la guerre de 39-45; en 1945 il est membre du comité Central du Parti Communiste, alors qu'il est âgé de 23 ans.

Il fait dès lors une carrière dans l'appareil du Parti, Secretaire du Front de la Jeunesse communiste de 1949 à 1956, président de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique de 50 à 53. En 1953, il est directeur de l'école des cadres du Parti.

A la suite de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en 1969, il va démarquer sa politique de celle de l'Union Soviétique, et c'est sur cette base qu'il commence son ascension politique. En 1969, il devient secrétaire général adjoint du Parti, puis secrétaire général en mai 1972.

Il se montre hostile à certains aspects de la politique du Parti Communiste d'Union Soviétique, comme la répression contre les opposants en Europe de l'Est, et l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Il se montre partisan d'une certaine indépendance des Partis Communistes par rapport à la politique du PC d'Union Soviétique. C'est à cette prise de position, partagée par les PC français, espagnol, mais aussi japonais, australien et mexicain, qu'on a donné le nom d'«eurocommunisme». Berlinguer est partisan de rencontres et de discussions avec les PC d'Europe favorables à l'«eurocommunisme».. C'est ainsi qu'auront lieu des rencontres et des déclarations communes de Berlinguer et de Marchais.

Mais «l'eurocommunisme» français, espagnol ou italien ne condamne pas la politique du PC d'Union Soviétique et le stalinisme pour mettre en avant la nécessité d'une organisation de la Classe Ouvrière indépendamment des Partis bourgeois, et de sa lutte pour la prise du pouvoir.

Bien loin de là, les déclarations de Marchais et de Berlinguer de 1977 ont un ton très modéré, et qui se caractèrise par un abandon de la politique de lutte de classes, comme par exemple : «œuvrer à des solutions positives permettant de faire sortir l'Italie et la France, dans la démocratie et dans la liberté, de la crise qui les frappe» . C'est à dire en fait renoncer aux luttes des travailleurs contre la prétendue «démocratie» de la bourgeoisie qui leur fait porter le poids de la crise ; ou encore, ils se déclarent «pour l'entente avec les forces démocratiques et populaires, socialistes et chrétiennes de France et d'Italie et de l'ensemble de l'Eruope occidentale », donc pour une alliance avec les partis bourgeois dans l'espoir d'une participation du PC au gouvernement.

C'est d'ailleurs de 1973 que date l'offre par le PCI d'un «compromis historique» à la Démocratie Chrétienne Italienne, qui est un Parti bourgeois.

Mais la démocratie Chrétienne va refuser cette offre de services du PCI, bien qu'aux élections de 75, les voix des électeurs italiens se partagent entre ces deux partis.

La Démocratie Chrétienne refuse ce «Compromis historique», c'est à dire en fait la participation du PCI au gouvernement, alors même que le PCI défend la politique d'austérité qu'elle a elle même lancée

A ce moment, pour le PCI comme pour la Démocratie Chrétienne, sortir de la crise, c'est avant tout la faire supporter par les travailleurs.

Il en résulte un découragement et une désillusion des travailleurs, et aux élections législatives de 79, le PCI perd de nombreuses voix et 27 députés.

Bien que critiqué à l'intérieur de son Parti par ceux qui refusent ces services offerts à la bourgeoisie, Berlinguer se maintient malgré tout à la tête du Parti.

Les deux principales prises de position politiques de Berlinguer au cours de sa carrière à la tête du PCI furent donc «l'eurocommunisme» et le «compromis historique», qui s'écartent totalement des positions révolutionnaires qui ont été celles de Lénine et de la révolution de 1917 : lutte du prolétariat pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et mettre en place son propre pouvoir.

lartinique : HOPITAL DE TRINITE : rève des travailleurs le 13 juin pour rotester contre une situation déplorable

Le 8 juin, les médecins de l'hôpital de Trinité constatent qu'ils ne sont plus en mesure de garantir la sécurité des malades.

En effet, il manque des médicaments, il n'existe plus qu'un seul ascenceur en fonctionnement qui dessert malades, personnel, poubelles, etc. . .

Les médecins décident alors de transférer les «grands malades» vers d'autres hôpitaux, d'ausculter les enfants mais de les orienter eux aussi sur d'autres centres.

Cette décision des médecins a eu l'effet d'une bombe, car l'hôpital de Trinité a un déficit déjà fort ancien et l'Etat veut diminuer le budget de 1 milliard 200 millions de Francs.

La direction avait annoncé pour sa part que si l'Etat ne lui accordait pas le budget demandé, elle ne pourrait plus fonctionner à compter du mois de juin.

Comme on le voit, ces problèmes ne datent pas d'aujourd'hui. Ils sont de plus accentués par les mesures d'austérité prises par le gouvernement.

Pour les travailleurs de l'hôpital cette situation a déjà entraîné le licenciement de tous les auxiliaires, le rappel des employés qui étaient en congé annuel et le rapprochement des gardes de nuit. Le paiement des diverses primes de fonctionnement ne se fait plus, ni celui des indemnités de nuit. Les tâches des travailleurs en service sont accrûes. Par ailleurs, il n'est pas rare de voir un service de soins sans personnel soignant, l'après-midi. C'est alors à l'infirmière de l'étage du dessus ou du dessous de veiller sur le service.

Tout cela, bien sûr, a des conséquences sur la façon dont sont soignés les malades. Ces derniers sont aussi sanctionnés au niveau de l'alimentation. C'est ainsi que récemment ils étaient privés de café, que les tranches de saucisson sont de plus en plus minces, que le lait devient une eau blanchâtre. . .

Suite à la décision des médecins, une délégation du personnel a été trouver le directeur. Celui-ci a répondu, en substance, qu'il n'y avait pas de problèmes majeurs, qu'il avait des crédits pour payer le personnel et que ce sont les médecins qui mettent en quelque sorte la pagaille.

Le personnel lui est doublement inquiet car le directeur leur avait bel et bien fait part il y a quelque temps de la situation critique de l'établissement. De plus la décision des médecins a pour conséquence immédiate la non-admission des malades et leur transfert vers d'autres centres. L'hôpital risque au bout d'un certain temps de tourner à vide.

Le samedi 9 juin, à l'appel de la section CGTM Santé de Trinité, les travailleurs réunis en assemblée générale ont dit qu'ils en ont assez d'être roulés et qu'il n'est pas question pour eux de faire les frais de la situation actuelle. Pour protester contre tout cela ils ont décidé de faire grève le mercredi 13 juin et de prendre contact avec préfet, DDASS, Conseil Régional pour dire leur fait à tous ces gens.

ECHOS DES USINES A SUCRE

GROSSE -MONTAGNE : POUR SIMONET, LA RECOLTE TERMINEE, PLUS BESOIN DE BRAS SUPPLEMENTAIRES !

Nous les saisonniers avons tous été mis à la porte. Déjà en début d'année si nous ne nous étions pas battus, il ne nous aurait pas embauchés car son intention était de faire marcher son usine avec moins de personnel.

Aussitôt la récolte terminée, Simonet n'a pas voulu nous garder un jour de plus, alors que les autres années il attend au moins deux semaines après l'arrêt de l'usine avant de réduire le personnel.

Après intervention de nos responsables syndicaux il a accepté tout juste de reprendre quelques uns d'entre nous et d'organiser un roulement. Pourtant ce n'est pas le travail qui manque à l'usine. L'entretien reste à faire. Mais Simonet n'a besoin de nos bras que pour produire et s'enrichir.

GROSSE-MONTAGNE : QUI N'ENTRETIENT PAS SA MONTURE, NE PREPARE VISIBLEMENT PAS LES PROCHAINES COURSES !

Simonet a-t-il l'intention de ne pas faire de travaux d'entretien cette année ?. Il s'est empressé de se débarrasser des saisonniers alors qu'il y a beaucoup à faire pour le nettoyage de l'usine. Celle-ci est très sale, avec les déchets qui se sont accumulés à l'intérieur de l'usine. Aux alentours, des amas de bouts de cannes mélangés à la boue se sont accumulés et encombrent les bords de la chaussée.

Visiblement Simonet ne veut pas dépenser même pour des travaux d'entretien les plus élémentaires.

Quand on soigne son poulain de moins en moins c'est qu'on ne le prépare pas à la course. Une usine de moins en moins entretenue cela signifie qu'elle est menacée de fermeture.

Simonet investit le minimum qu'il faut pour produire, sans doute pour pouvoir décider de fermer éventuellement en faisant le maximum de profit.

ECHOS DES ENTREPRISES DE COMMERCE

Martinique :

Zone industrielle du Lamentin :

L'AMERICAN PAPER LICENCIE

Anciennement appelée cartonnerie, la société CMCO, compagnie martiniquaise de carton ondulé, qui emploie 70 ouvriers environ, a décidé de licencier une partie du personnel temporaire de l'entreprise. Cette mesure concerne 6 ouvriers qui étaient employés comme temporaires avec renouvellement mensuel de contrat.

Ainsi l'un de ces ouvriers est soumis à ce régime depuis 8 ans.

On ne peut pas dire que c'est faute de travail que l'entreprise fonctionne de la sorte. En effet, elle fonctionne avec deux quarts par jour (de 6 h à 14 h et de 14 h à 22 h) et souvent il est demandé aux ouvriers de doubler leur quart. Quand cela se reproduit trois fois par semaine, ce qui n'est pas rare, on arrive à 576 heures supplémentaires pour un mois, uniquement pour les 6 ouvriers licenciés. . .

Sur cette situation, le syndicat de l'entreprise a été plusieurs fois alerté par les ouvriers concernés sans que celui-ci crée pour autant le réflexe de solidarité. Les ouvriers soupçonnent même le responsable du syndicat d'être de mêche avec les patrons qui se sont toujours arrangés pour favoriser ce dernier par rapport aux autres camarades de l'usine. De même, il s'est trouvé un délégué pour accepter le poste d'un pointeur licencié alors que ce délégué en tant qu'électricien pouvait refuser le poste et exiger que le pointeur reste en place.

L'inspection du travail au courant de la situation a dressé un procès-verbal à l'entreprise mais il faut constater que cette contravention n'a guère d'influence sur le directeur H. Cadet-Petit qui continue son manège.

Un chose est sûre, c'est que les ouvriers sont écœurés par tout cela et protestent contre la dégradation de leur situation. Ils ont même été jusqu'à dire au délégué qu'il favorisait le chômage par son comportement.

Quand on sait que les manœuvres constituent la moitié de l'effectif de l'usine, qu'un manœuvre ne gagne que 18,33 F de l'heure et que le machiniste, ouvrier qualifié ne gagne guère plus, on peut dire que les raisons de mécontentement existent. Pour l'heure, Cadet-Petit le directeur continue à faire la pluie et le beau temps. Mais il n'est pas dit que cette situation durera encore longtemps.

Martinique

Ducos : Incendie à la Sunwind Energy

Dans la nuit du jeudi 7 juin, un incendie s'est déclaré dans l'entreprise Sunwind Energy, à la zone artisanale de Ducos.

Ils avaient constitué un dépot de gaz-oil deux jours auparavant.

Les dégats sont estimés à environ 200 millions de centimes par France-Antilles.

Cette entreprise faisait déjà parler d'elle ces derniers temps à cause d'un conflit entre patrons et ouvriers.

En effet les premiers avaient fait pression sur leurs employés afin qu'ils acceptent le statut d'artisans, travaillant pour Sunwind en sous-traitance, puis ils les avaient carrément licenciés.

Les patrons se plaignent de connaître des difficultés du fait de la suppression de la subvention que leur accordait le Conseil Régional, quoi qu'ils aient eu une commande importante de chauffe-eau pour l'île de la Réunion.

Voilà donc un incendie qui parait bien arranger leurs affaires.

D'ailleurs, est-ce vrai qu'ils auraient contracté une assurance deux semaines auparavant ?

Toute cette histoire n'est pas sans rappeler l'incendie louche du restaurant Master pour lequel le restaurateur en chef et un employé ont été inculpés.

Guadeloupe

Les patrons de Mammouth font la chasse à quelques maraichers

La direction de Mammouth supporte très mal la présence de quelques maraîchers qui vendent leurs produits à l'entrée du parking où ils attendent les clients. Elle leur a interdit de mettre les pieds dans le parking ne sont maintenant que deux ou trois.

S'il s'agissait de réels problèmes de circulation, la direction de Mammouth aurait pu proposer aux maraîchers de s'installer à l'intérieur même du parking où la place ne man-

DETTE DU TIERS MONDE : L'ARGENTINE REFUSE DE PAYER :